

# LA FAMILLE DE RIZART DOIT POUVOIR VIVRE EN FRANCE

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 7 JANVIER 2022

Ce jeudi, à 6 heures du matin, la police s'est présentée pour la deuxième fois en quelques mois à la porte de la famille M. dans un foyer de Dijon, pour procéder à une expulsion du territoire.

La situation de cette famille albanaise et de leur fils Rizart, qui vient de fêter ses 11 ans, avait déjà soulevé une grande émotion en octobre dernier lors d'une première tentative d'expulsion du territoire.

Ce jeudi matin, un drame a été évité de justesse. Le père a tenté de mettre fin à sa vie et de se jeter dans le vide...

Ces personnes sont en situation de lourd handicap visuel. De plus, la mère doit suivre un traitement médical lourd. Cette famille qui pensait trouver un refuge en France, est acculée, à bout de forces face à l'acharnement de la préfecture.

Associations, parents d'élèves, élus sont mobilisés depuis le mois d'octobre pour que soit trouvée une solution pour cette famille unanimement appréciée. Nous sommes consternés et révoltés par ces méthodes, alors même que nous cherchons une issue à cette brutalité vécue par Rizart comme un traumatisme sans précédent. Rizart, la boule au ventre, n'a pas eu la force d'aller à l'école ce jeudi de peur d'y trouver la police. L'école est sous le choc.

Nous ne pouvons que confirmer une demande de régularisation à titre humanitaire pour cette famille et appeler à un soutien large. Rizart doit pouvoir continuer sa scolarité, vivre sa vie d'enfant.

La Ligue des droits de l'Homme (LDH), localement et nationalement, est pleinement engagée avec les parents d'élèves et nos partenaires associatifs dans ce combat.

Cette situation est malheureusement significative de politiques méprisantes des droits de l'enfance, de rejet des étrangers réduits dans tant de discours à l'état de « problème », victimes de violences de Vintimille à Calais en passant par Dijon, dont l'humanité et les droits fondamentaux sont niés.

**NB : Une manifestation aura lieu ce jour à 16h à Dijon.**

Ligue  
des droits de  
l'Homme

FONDÉE EN 1898

